

ACTION URGENTE

ONZE PERSONNES DÉTENUES SANS INCULPATION

Le 25 mars, les forces de sécurité éthiopiennes ont arrêté et placé en détention 11 personnes, dont un avocat, des journalistes, des blogueurs, des membres de l'opposition et des universitaires. Arrêtées alors qu'elles participaient à une cérémonie privée à Addis-Abeba, elles n'ont pas été inculpées d'une quelconque infraction ni présentées devant un tribunal.

Eskinder Nega, journaliste éthiopien et prisonnier d'opinion adopté par Amnesty International, a de nouveau été arrêté dimanche 25 mars. Il a été interpellé en même temps que le journaliste **Temesgen Dessalegn**, les blogueurs **Mahlet Fantahun**, **Befiqadu Hailu**, **Zelalem Workagegnhu** et **Sintayehu Chekol**, et les opposants **Andualem Arage**, **Addisu Getaneh**, **Yidnekachewu Addis**, **Tefera Tesfaye** et **Woynshet Molla**. Au moment de leur arrestation, ils participaient à une fête privée au domicile du journaliste Temesgen Dessalegn dans le quartier de Lebu, à Addis-Abeba, pour fêter leur libération. Des membres des forces de sécurité les ont accusés de participer à un rassemblement illégal sans autorisation du poste de commandement, en violation de la Proclamation de l'état d'urgence.

Ces 11 personnes ont tout d'abord été emmenées au poste du quartier de Lebu, puis transférées au département de la police de proximité du district de Nifas Silk Lafto pendant la nuit. Aucune n'a été inculpée officiellement ni présentée devant un tribunal. Les détenus ont déclaré à leurs familles et amis qu'ils sont entassés dans de petites cellules (5 mètres par 8), avec des centaines de personnes. Temesgen Dessalegn a été conduit à l'hôpital car ses douleurs dorsales ont été aggravées par ces conditions de détention déplorables.

Le journaliste Eskinder Nega et Andualem Arage comptaient parmi les centaines de personnes libérées en février, dans le cadre de la décision prise par l'Éthiopie de libérer les prisonniers politiques. Le journaliste Temesgen Dessalegn avait été libéré en octobre 2017, après avoir passé trois années en prison.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en amharique, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités éthiopiennes de libérer ces 11 personnes immédiatement et sans condition ;
- exhortez-les à faire en sorte, en attendant leur libération, qu'elles ne soient pas victimes de torture ni d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- engagez-les à veiller à ce que les dispositions de la Proclamation de l'état d'urgence soient conformes aux normes internationales et régionales relatives aux droits humains.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 MAI 2018 À :

Premier ministre et président du poste

de commandement

Abiy Ahmed (Ph.D)

1031

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 111 24 11 94

Formule d'appel : *Dear Prime*

Minister, / Monsieur le Premier

ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Ministre de la Défense

Siraj Fergeisa

1373

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 115 51 12 00

Formule d'appel : *Dear Minister, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Commissaire général

Assefa Abiyu

199

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 115 51 71 54

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ONZE PERSONNES DÉTENUES SANS INCULPATION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les forces de sécurité ont arrêté 1 107 personnes, selon la Commission mise sur pied pour enquêter sur la mise en œuvre de l'état d'urgence depuis le 16 février, date à laquelle il a été décrété. Parmi ces personnes figurent Seyoum Teshome, chargé de cours à l'université et blogueur au franc-parler, arrêté le 8 mars à l'Université d'Ambo, dans la ville de Wolisso, et Taye Dendea, responsable de la Communication au bureau des Affaires judiciaires d'Oromia, arrêté le 15 mars. Les personnes arrêtées et détenues de manière arbitraire doivent être inculpées d'une infraction prévue par la loi, ou libérées sur-le-champ.

Dans le cadre de la Proclamation de l'état d'urgence, a été mis sur pied un poste de commandement, qui a le pouvoir de définir via des directives les mesures, les restrictions et les zones spécifiques pour l'application de l'état d'urgence. Le Premier ministre préside le poste de commandement et le ministre de la Défense en est le secrétaire. Les autres membres sont le vice-Premier ministre, le commissaire de la police fédérale, le directeur du renseignement national et des services de sécurité. Au titre de la Proclamation, le poste de commandement jouit de vastes pouvoirs pour déroger à toute une série d'obligations qui incombent à l'Éthiopie en termes de droits humains et peut imposer des restrictions en émettant des directives. Le poste de commandement a notamment le pouvoir de :

1. interdire la publication et la diffusion de tout matériel « destiné à semer le doute et la discorde parmi la population » ;
2. interdire tout affichage public de supports et de « messages incitant à la violence, y compris de panneaux présentant des parties de corps » ;
3. décider de la fermeture ou de la suspension de tout moyen de communication ;
4. empêcher les manifestations et les rassemblements publics, la constitution et l'adhésion à des groupes, en vue de maintenir la paix et la tranquillité ;
5. ordonner l'arrestation sans mandat judiciaire de toute personne soupçonnée d'avoir participé d'une quelconque façon à la préparation et à la commission d'atteintes à la Constitution et à l'ordre constitutionnel ; ordonner l'ouverture d'une enquête sur cette personne et engager des poursuites devant des tribunaux civils de droit commun ;
6. ordonner, sans mandat, la perquisition et la saisie de tout matériel soupçonné d'être utilisé – ou destiné à l'être – pour commettre des crimes. Tous les bâtiments, y compris les habitations, les moyens de transport et d'autres lieux sont soumis au régime de perquisitions et de saisies. Tous les objets saisis seront rendus au propriétaire, après enquête et utilisation en tant que preuve dans le cadre de poursuites pénales ;
7. instaurer des couvre-feux ;
8. ordonner la fermeture provisoire des routes et des prestataires de transport, et bloquer provisoirement les déplacements vers et hors de certains lieux ;
9. décréter des mesures afin de protéger les institutions gouvernementales et les infrastructures publiques ;
10. interdire le transport d'armes dangereuses et de substances inflammables dans certains lieux ;
11. reconstruire les structures et établissements administratifs qui se sont effondrés dans de nombreuses régions du pays du fait des récents épisodes de violences ; réinstaller les personnes déplacées de chez elles en raison des attaques à caractère ethnique dans certaines régions du pays, en collaboration avec les gouvernements régionaux ;
12. prendre des mesures visant à protéger les fournisseurs de services, les commerces et les maisons contre les attaques violentes et les actes d'intimidation ;
13. garantir la libre circulation et la livraison de biens et services de première nécessité ;
14. assurer la sécurité des transports routiers ;
15. prévenir la tenue d'actes perturbateurs qui gênent le fonctionnement normal des écoles et des universités ; et
16. « prendre toutes les mesures nécessaires » afin de protéger la Constitution et l'ordre constitutionnel et de garantir la paix et la sécurité de la population.

La Directive pour la mise en œuvre de l'état d'urgence empêche, entre autres choses, les organes gouvernementaux au niveau fédéral et régional de signaler des problèmes de sécurité sans l'autorisation du poste de commandement. Autre restriction de la liberté d'expression, il est interdit de « critiquer la Proclamation de l'état d'urgence et la Directive ». Les responsables de l'application des lois ont le pouvoir d'appliquer l'état d'urgence.

Noms : Eskinder Nega, Temesgen Dessalegn, Mahlet Fantahun (f), Befiqadu Hailu, Zelalem Workagegnhu, Sintayehu Chekol, Andualem Arage, Addisu Getaneh, Yidnekachewu Addis, Tefera Tesfaye et Woynshet Molla (f)
Hommes et femmes

